

nel que nous traversons rejette tout autant les vains désirs de justification personnelle que les reproches malveillants et irréflectés. Tout ce que je demande à la Chambre est d'examiner le passé et les projets du gouvernement, à mesure qu'elle en prendra connaissance, dans leurs véritables perspectives et de les apprécier dans leur ensemble.

Le monde a bien changé depuis 1914. Le Canada n'a pas fait exception sous ce rapport. Notre statut national n'est plus le même. Notre responsabilité politique a subi des modifications, ainsi que notre situation financière. Notre puissance industrielle a subi des changements. Les problèmes de la défense du pays et des opérations outre-mer ont été modifiés du tout au tout par l'augmentation de la portée, de la précision et de la puissance destructive des avions, des sous-marins, des armes mécanisées et du matériel militaire. Plus que jamais la machine de guerre domine l'homme à la guerre. La force militaire ne se calcule plus d'après le nombre des soldats.

Le résultat définitif de tous ces facteurs de transformation, de l'accroissement de la force aérienne et de l'élimination des distances ne saurait encore, sans doute, être déterminé avec exactitude. Tout cela a fait remarquablement ressortir la nécessité de la défense du pays. Cela a aussi mis davantage en lumière l'importance considérable de nos ports orientaux de l'Atlantique pour le transport du matériel militaire et d'autres approvisionnements en Angleterre et en France.

C'est aussi ce qui nous a portés à attacher une si grande importance à l'amélioration de l'aéronautique,—non seulement en ce qui a trait à notre Corps d'aviation royal canadien, mais aussi au plan d'entraînement des aviateurs de l'Empire, dans l'exécution duquel nous prenons une part si importante.

Quand vous examinerez les dépenses faites et que vous serez au courant des crédits proposés pour la marine royale canadienne et l'armée de l'air, vous vous rendrez encore davantage compte des différences qui existent entre les méthodes de guerre de 1914 et celles de 1940.

Au Canada, comme ailleurs, on a peut-être été lent à mesurer toute la portée et toute la signification de ces changements.

Egalement, lorsque nous tenons compte des méthodes différentes dans l'alignement des troupes durant la présente guerre, de la possibilité d'étendre le conflit dans toutes les directions, et puis du devoir national que nous avons d'assurer notre défense et de collaborer avec nos alliés non seulement sur nos côtes orientales, mais aussi sur le littoral du Pacifique, nous pouvons nous faire une idée de l'importance et de l'ampleur que repré-

sentent aujourd'hui les problèmes de la défense du Canada.

Je vais maintenant, monsieur l'Orateur, passer brièvement en revue ce que nous avons fait et préparé jusqu'ici. J'exposerai tout simplement les faits tels qu'ils sont. Tous les détails nécessaires vous seront fournis par mes collègues au cours de la session.

L'effort de guerre d'un pays, bien que ne dépendant pas exclusivement de sa situation financière, n'en est pas moins limité par des questions d'ordre financier dont on ne saurait tenir un compte trop minutieux. Les crédits affectés aux mesures de guerre et les dépenses faites à cette fin nous en indiquent au moins un peu la nature et la portée. Je commencerai cette revue par un bref exposé financier et je rappellerai en passant certaines questions d'ordre financier dont le gouvernement a dû forcément tenir compte.

Je dirai tout d'abord que notre situation financière diffère totalement de ce qu'elle était en 1914. Nous pouvions alors emprunter de l'argent en dehors du Canada, tant dans le Royaume-Uni qu'aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les lois de la neutralité des Etats-Unis nous ferment la porte de leurs marchés monétaires. Dans la présente guerre, non seulement ne pouvons-nous pas contracter des emprunts dans le Royaume-Uni, mais l'une des plus importantes opérations de notre effort de guerre a été et continuera d'être la tâche de racheter nos propres valeurs à l'étranger. Notre devoir a été et sera encore de fournir à l'Angleterre une partie des devises en dollars dont elle a besoin pour acheter sur notre continent certains produits agricoles et industriels qu'il lui faut.

Les sommes que le trésor fédéral a payées pour les fins de la guerre au cours des huit premiers mois de ce présent conflit représentent plus que le double des montants payés pendant la période correspondante de la dernière guerre. Le 19 février, le ministre des Finances a dit publiquement qu'à son avis il nous faudra dépenser au cours de l'année financière 1940-1941, pour les seules fins de la guerre, au moins 500 millions de dollars.

Les événements actuels ainsi que les initiatives et les engagements nouveaux que l'on projette et dont je parlerai dans un instant, nous ont forcés à revenir sur ce chiffre et à le porter à au moins 700 millions de dollars.

Ce chiffre peut être de nouveau élevé au cas où il surviendrait de nouveaux événements ou qu'il nous faudrait prendre des engagements dont il est impossible de parler en ce moment. En d'autres termes, d'après les prévisions actuelles, le Canada dépensera, durant la présente année fiscale, près de deux millions de dollars par jour pour son effort de guerre, et cela, uniquement pour son effort de guerre

[Le très hon. Mackenzie King.]